

MANIFESTATION EUROPÉENNE

MADRID BERLIN PRAGUE BRUSSELS
12h30 GARE DU NORD - BRUXELLES

15 MAI 2009

**Pour l'EUROPE,
autrement
et mieux!**

UNE AUTRE EUROPE, UNE MEILLEURE EUROPE

- ✓ Relancer l'emploi par une action européenne forte
- ✓ Contrôler les marchés financiers
- ✓ Renforcer les droits sociaux au lieu de les détricoter
- ✓ Créer des emplois grâce au développement durable
- ✓ Développer les services publics collectifs au lieu de les commercialiser

**Les
TRAVAILLEURS
ne doivent pas
PAYER
la CRISE!**

**LES TRAVAILLEURS ET LES ASSURÉS SOCIAUX
SONT LES VICTIMES DE CETTE CRISE,
ILS N'Y SONT POUR RIEN!**

- ✓ Non aux économies sur les allocations sociales
- ✓ Non au démantèlement des services publics collectifs
- ✓ Oui à des impôts justes, payés en fonction de la capacité contributive
- ✓ Non à un nouveau Pacte des générations



POUR L'EUROPE, AUTREMENT ET EN MIEUX!

Avec la CES, nous voulons plus d'Europe mais pas de celle qui nous est imposée actuellement. Nous voulons une autre Europe, qui fait passer le social avant l'économie, le climat et l'environnement avant le profit et l'économie réelle avant la finance.

MADRID BERLIN PRAGUE BRUSSELS

➤ **1.** Les marchés financiers nous ont ensevelis sous des décombres sans précédents : restructurations et fermetures, chômage complet et temporaire, allègement des charges sur tous les fronts... Il faut résolument lutter contre cette crise. Pour éviter la pire et accélérer la relance, pour éviter la politique nationale du « chacun pour soi ». Il faut placer **l'Europe aux commandes** afin qu'elle s'oppose au protectionnisme.

Elle doit investir afin de relancer l'industrie en donnant un avenir aux secteurs lourdement touchés comme l'automobile et le textile, parallèlement au secteur des services.

➤ **2.** Nous voulons que l'Europe mette tout en œuvre pour éviter que pareille crise ne se répète. Les **marchés financiers doivent être contrôlés**. Par des règles strictes, par un renforcement de la surveillance et par l'engagement européen en faveur d'une régulation et d'un contrôle au niveau mondial.

➤ **3.** Les travailleurs et les allocataires sociaux sont les premières victimes mais ils risquent de devoir assumer le coût de la sortie de cette crise par des coupes sombres dans les salaires, la sécurité sociale et les services publics collectifs. Nous demandons que l'Europe perçoive l'argent chez ceux qui ont peu contribué jusqu'ici. Grâce à une **politique fiscale européenne rigoureuse**, qui combat le dumping fiscal, qui lutte contre la fraude fiscale et qui empêche la fuite d'argent vers les paradis fiscaux.

➤ **4.** Jusqu'ici, **l'Europe sociale** s'est peu concrétisée. Les droits sociaux ont à peine été renforcés. Ils risquent plutôt d'être démantelés par l'ingérence de la Cour européenne de Justice dans la liberté de négociation et d'action syndicale. La Banque centrale européenne tire également à boulets rouges sur les salaires et leur indexation. Sans parler des attaques à peine voilées à la protection contre le licenciement au travers de la "flexicurité", ou encore du manque de volonté pour lutter contre le dumping social. L'Europe doit se recentrer sur le renforcement des droits sociaux qui protègent les travailleurs. Contre les dérives et abus en matière de temps de travail (amélioration de la directive sur les temps de travail). Pour des droits qui obligent les employeurs étrangers à appliquer un salaire égal pour un travail égal (adaptation de la directive sur le détachement), qui luttent radicalement contre le fossé salarial entre hommes et femmes, et qui prônent davantage d'emplois mais des emplois décents.

➤ **5.** L'économie et l'écologie ne sont pas inconciliables. L'Europe doit se positionner radicalement en faveur du développement durable et prendre la tête de la lutte mondiale contre le réchauffement climatique. **Pour une croissance verte et des emplois verts.**

➤ **6.** L'Europe a été synonyme de privatisations, de commercialisation et de démantèlement des services collectifs. Elle doit **cesser de restreindre le rôle des pouvoirs publics, du non-marchand et de l'économie sociale**, au profit du commerce. Et dans ce sens, nous refusons toute utilisation abusive de la directive services et nous continuons à réclamer une directive spécifique pour les services d'intérêt général.

Fight the crisis!

